

L'extension de la pauvreté en Bourgogne

Pour Force Ouvrière, ce projet d'avis a le mérite d'aborder ce sujet de façon globale. Si on suit le plan des publics touchés : jeunes, travailleurs, personnes isolées et familles monoparentales, retraités, position géographique, on se rend bien compte que nous n'avons pas affaire à une question marginale, et je dirais même surtout pas à une question de marginaux.

Oui, les 200 000 Bourguignons sous le seuil de pauvreté représentent des situations et des vécus très différents. Il faut ainsi parler de trajectoire de pauvreté, plutôt que d'un état comme le font trop souvent nos politiques.

Cette trajectoire renvoie à des liens avec l'emploi, la croissance et la protection sociale par exemple.

Aujourd'hui on est donc pauvre à des degrés divers, de façon plus ou moins provisoire, à l'issue de trajectoires collectives ou individuelles différentes.

Je voudrais surtout m'attacher à la notion de travailleurs pauvres.

La pauvreté au travail est un des phénomènes marquants des deux dernières décennies, alors que pendant le même temps la richesse produite a doublé...

Elle est venue bousculer d'anciennes représentations de la pauvreté où l'inactivité et la marginalité étaient intimement liées. L'émergence de la pauvreté laborieuse est venue instituer une gradation dans la pauvreté, reléguant à une autre catégorie encore moins visible celle de la grande pauvreté ou de la grande exclusion, tous les autres publics.

Un chiffre cité dans le rapport doit nous alerter : 6% des travailleurs bourguignons sont des travailleurs pauvres, ce qui représente 30 000 travailleurs subvenant, pourtant aux besoins de 100 000 personnes !

C'est dans ce cadre qu'il faut considérer la question de la pauvreté infantile.

Un rapport des Etats généraux de l'enfance établit une relation très claire entre la mauvaise qualité de l'emploi des parents et une grande difficulté dans le parcours scolaire, puis dans la recherche d'un emploi de leurs enfants.

On a là un effet domino des plus évidents.

Les enjeux de la prévention sont donc vite démultipliés.

Le projet d'avis présente quelques propositions pour parer au plus pressé, mais pour Force Ouvrière, nous le disons solennellement, on ne pourra pas longtemps écopier la barque de la pauvreté si l'on accroît la charge dans des proportions intolérables.

L'action du gouvernement en matière de pauvreté comme dans d'autres domaines s'inscrit dans une politique de l'Union Européenne très libérale selon laquelle l'alpha et l'oméga de la croissance sont à trouver dans une plus grande flexibilisation du travail et dans les baisses structurelles des dépenses publiques.

Ce programme porte en son sein les germes d'une paupérisation croissante des populations.

FO avait d'ailleurs émis des réserves sur le RSA, craignant que ce dernier n'institutionnalise, en le subventionnant le travail précaire, le travail de mauvaise qualité sociale, responsable de l'augmentation de la pauvreté en France et dans notre région.

De même FO n'est pas favorable à la notion de guichet unique pour les pauvres. Nous ne sommes pas favorables à ce qui deviendrait vite un substitut aux caisses de Sécurité Sociale, ou bien à Pôle emploi, nous sommes contre toute marginalisation supplémentaire de cette catégorie de salariés à travers ce qui pourrait ressembler à une "maison des pauvres".

En conclusion, afin de mettre un frein à cette dégradation continue des conditions de vie des salariés des jeunes et des retraités, FO appelle à remettre particulièrement en **cause les politiques d'austérité.**

Ces politiques entraînent des situations dramatiques en Grèce, en Espagne, en Italie ou au Portugal.

Remettre en cause le code du travail, les droits sociaux, la retraite par répartition, la protection sociale collective, le service public républicain à travers la RGPP et la loi HPST, c'est précipiter des centaines de milliers de jeunes, de travailleurs et de retraités dans la pauvreté.

Parler de lutte contre la pauvreté c'est parler de croissance, d'emploi, de formation, de protection sociale collective, de service public.

L'austérité, la libéralisation du travail, la fiscalité indirecte aux dépens de la fiscalité directe, l'explosion de la fiscalité dérogatoire qui mine les finances publiques, vont dans le sens d'une augmentation des pauvres dans notre pays et notre région.

Pour FO ce qui est à l'ordre du jour ce n'est certainement pas le partage de la misère mais au contraire un meilleur partage des richesses produites.

Je vous remercie de votre attention.